

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le 09/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

VALLOUREC OIL AND GAS FRANCE

62 RUE ANATOLE FRANCE
BP 1
59620 AULNOYE AYMERIES

Références : V3 – 2023 – CS - 3
Code AIOT : 0007000631

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement VALLOUREC OIL AND GAS FRANCE implanté 54 rue Anatole France BP 1 59620 AULNOYE AYMERIES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALLOUREC OIL AND GAS FRANCE
- 54 rue Anatole France BP 1 59620 AULNOYE AYMERIES
- Code AIOT : 0007000631
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

VOGFR – Usine Filetés se situe au sein du groupe Vallourec d'Aulnoye-Aymeries. Ce site est exploité depuis 1905.

La société Vallourec est autorisée à exploiter ses installations d'Aulnoye-Aymeries depuis 1984.

Sur le site d'Aulnoye-Aymeries, le groupe VALLOUREC dispose de trois entités distinctes :

- Vallourec Oil and Gas France – Usine Filetés (VOGFR) ;
- Vallourec Tubes France Ets d'Aulnoye-Aymeries (VTFR);
- Vallourec Research Center France (VRCF).

Par ailleurs, le site d'Aulnoye-Aymeries accueille une quatrième entité Vallourec Drilling Products qui a été revendue au groupe Norwell Oil and Varco et qui est devenue NOV Gran Prideco France le 16 novembre 2018. Cette dernière a cessé ses activités depuis le 30 juin 2020.

VOGFR – Usine Filetés est implantée sur un terrain d'une surface de 17,3 ha d'un seul tenant. La surface en exploitation est de 10 ha. La surface bâtie représente 5,15 ha (5 ha d'usine et 0,15 ha de bureaux).

La société VOGFR est spécialisée dans la conception de tubes à extrémité fileté ainsi que des manchons correspondants pour l'industrie pétrolière et gazière. Les tubes fabriqués sont soit des tubes de cuvelage, utilisés pour contenir les couches géologiques traversées lors du forage (Casing), soit des tubes de production, utilisés pour remonter le pétrole ou le gaz à la surface (Tubing).

Elle est visée par le régime de l'autorisation de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et la directive IED (Industrial Emission Directive). Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 juin 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejet Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Rejets dans l'air	Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 3.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en demeure - Lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1er	/	Sans objet
2	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 10.2.1.3	/	Sans objet
3	Modification du périmètre d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 1.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 14 décembre 2022 permet à l'exploitant de démontrer le respect des prescriptions de l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2020 qui font l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 18 juin 2021.

En conséquence, l'inspection propose à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure du 18 juin 2021.

L'inspection, à la lecture du protocole de suivi environnemental mis à jour le 15 avril 2021 et du rapport du suivi environnemental de SOCOTEC du 25 novembre 2021, formule de nouvelles

observations, à retrouver dans la fiche de visite correspondante.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2020 en respectant la VLE dans l'air des COV totaux qui est de 110 mg/m3 sur le poste P2-3 : Peinture Tubing.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure - Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1 – La société VALLOUREC OIL AND GAS FRANCE exploitant une unité de fabrication de tubes à extrémités filetés et de manchons sise 54 rue Anatole France sur la commune d'Aulnoye-Aymeries est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 relatives aux moyens de lutte contre l'incendie : - dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, en dotant les installations d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite des installations se trouve à moins de 200 mètres d'un appareil d'incendie (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure en simultané pendant une durée d'au moins deux heures, et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. La pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars. L'ensemble des appareils permet de fournir un volume de 240 m ³ d'eau en deux heures. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum. Ils sont implantés en bordure de voie accessible aux engins des services d'incendie et de secours ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci. À défaut, en dotant les installations d'une ou plusieurs réserves d'eau d'au moins 120 mètres cubes utiles et permettant d'assurer les besoins en eau suffisants destinés à l'extinction sont accessibles en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours peuvent être installées. Ces réserves sont dotées de plates-formes d'aspiration par tranche de 120 mètres cubes, disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m3/h. - dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, en dotant les installations de deux points d'aspiration dans la Sambre disposant de plateforme aménagée pour la mise en station de deux engins pompe dont l'implantation est réalisée en accord avec la mairie et les services départementaux d'incendie et de secours.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant indique avoir installé en 3 emplacements des moyens de luttés contre l'incendie capables de délivrer un débit de 60 m3/h pendant 2 heures.

Il précise avoir également installé une plateforme près de la Sambre d'une surface de 2 fois 4*10 m permettant l'installation de dispositifs d'aspiration de l'eau de la rivière.

A la demande de l'inspection, par courriel du 15 décembre 2022, l'exploitant transmet un courrier du SDIS comprenant le rapport de reconnaissance opérationnelle initiale des nouveaux dispositifs d'extinction incendie, daté du 27 juin 2022.

Le courrier précise que le SDIS a effectué le 14 avril 2022 la reconnaissance opérationnelle initiale des PEI implantées au N° 54, rue Anatole France.

Il a été vérifié par le SDIS le caractère opérationnel des points d'eau VAL01, VAL02, VAL03 et VAL05 afin de les définir comme Points d'Eau Incendie (PEI).

VAL01 est un poteau incendie installé à proximité des installations de mise en peinture et Cleanwell Tubing

VAL02 est une citerne incendie hors sol de 120 m3 à proximité des ateliers Manchon (Coupling), au sud de l'exploitation

VAL03 est une citerne incendie hors sol de 120 m3 à proximité des atelier de "Casing"

VAL05 est une plateforme destinée à recevoir des appareils d'aspiration des eaux de la Sambre en vue de la lutte contre l'incendie.

Le SDIS précise que les observations suivantes doivent être levées dans les plus brefs délais :

PEI VAL01 : N° de PEI inexistant, Bordure de trottoir non peinte en jaune.

Les autres PEI n'ont pas fait l'objet d'observation de la part du SDIS.

A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet par courriel du 15 décembre 2022 pour le PEI VAL05 la convention établie avec VNF datée du 23 février 2022 et valable pour une durée de 8 ans.

Lors de la visite de terrain, l'inspection constate la présence du dispositif VAL01, accompagné de son numéro de PEI, mais sans bordure jaune destinée à signaler l'interdiction de stationner.

Questionné à ce propos, l'exploitant indique qu'aucun véhicule n'est amené à stationner devant le poteau incendie. Une chaîne, par ailleurs, empêche le stationnement d'un véhicule. La plateforme devant le poteau incendie ne comporte pas de trottoir et le sol est composé de gravillons. L'exploitant fait part de sa difficulté à peindre au jaune ce revêtement.

Observation : L'inspection demande à l'exploitant d'entreprendre les actions qui permettent lever l'observation formulée par le SDIS concernant le marquage au sol à proximité de VAL01 dans les plus brefs délais.

L'inspection constate également la présence de VAL02 au sud de l'établissement, citerne hors sol de 120 m3, remplie manuellement par les eaux de réseau. Les caractéristiques du dispositif ont été jugées conformes par le SDIS (courrier du 27 juin 2022).

L'inspection constate par intermédiaire de photographies, lors de la phase d'échanges documentaires avec l'exploitant, de l'installation (au nord) de la seconde citerne hors sol de 120 m3 VAL03 et de la plateforme VAL05 destinée à l'installation de dispositifs d'aspiration des eaux de la Sambre pour l'extinction d'incendie.

L'exploitant déclare que l'installation des nouveaux point d'extinction d'incendie a été décidée en accord avec le SDIS et que leur intégration est conforme à leur demandes.

L'inspection a sollicité l'avis du SDIS qui confirme donner un avis favorable aux actions entreprises par l'exploitant, par courriel du 11 janvier 2022.

Étant donné les constats effectués lors de la visite d'inspection du 14/12/2022 et les travaux engagés par l'exploitant en vue de mettre en conformité ses installations à l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 et l'avis favorable du SDIS, l'inspection propose à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure du 18 juin 2021.

Le présent rapport d'inspection sera transmis aux services du SDIS pour information.

L'avis favorable du SDIS permet de justifier de la pertinence des moyens mis en oeuvre. Compte-tenu des délais nécessaires pour faire évoluer les prescriptions de l'arrêté préfectoral, l'inspection propose de déposer dans un second temps à l'exploitant un rapport permettant de confirmer le respect des prescriptions de l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 relatives aux distances des installations aux PEI et des PEI entre-eux. Le cas échéant l'exploitant devra déposer demande de dérogation aux prescriptions des arrêtés ministériels de prescription générale.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 10.2.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Impact des rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 10.2.1.3 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

L'exploitant soumet un protocole de suivi environnemental dans l'air à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté.

Le suivi environnemental porte *a minima* sur les concentrations dans l'air ambiant en Ni. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

Le rapport relatif à cette surveillance comporte notamment une interprétation des résultats (par rapport aux conditions météorologiques, aux résultats des mesures antérieures, etc.).

Constats :

Le rapport du 24 mars 2021 l'inspection formulait les observations suivantes :

Le protocole de suivi environnemental actualisé appelle les observations suivantes :

- il est nécessaire que le protocole comporte une représentation cartographique des retombées de nickel attendues (résultats de modélisation) afin de justifier de la localisation des points retenus;
- la limite de quantification atteinte avec la méthodologie mise en oeuvre mérite d'être précisée. A minima, il est indispensable de positionner les résultats obtenus au regard de la valeur fixée à l'article R. 221-1 du Code de l'environnement (à savoir 20 ng/m³ en nickel);
- outre les incertitudes relatives aux valeurs de référence, il convient également d'évoquer les incertitudes liées aux modalités de prélèvement et d'analyse du paramètre concerné. Par ailleurs des formulations sont probablement extraites des incertitudes d'analyse et d'interprétation du rapport IEM, mais ces dernières ne correspondent pas forcément aux incertitudes des campagnes à venir;
- le protocole prévoit une interprétation des résultats conformément à la méthode à la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués. Ce positionnement n'apparaît en aucun cas pertinent au vu des analyses prévues dans le protocole.

Le protocole de surveillance doit être actualisé en conséquence.

Constats de la visite du 14 décembre 2022 :

A la demande de l'inspection l'exploitant transmet par courriels du 15 décembre 2022 les documents suivants :

- Protocole de suivi environnemental dans l'air - Vallourec - 15/04/2021 - Rév 2
- Suivi environnemental dans l'air ambiant - Socotec - 25/11/2021

Le jour de la visite, l'exploitant indique avoir pris contact avec un bureau de conseil afin de prendre en compte les observations de l'inspection.

A la lecture du protocole de suivi environnemental, il apparaît les éléments suivants :

- l'exploitant ajoute en page 3 une représentation de la concentration moyenne en nickel aux alentours de VOGFR, sans préciser la source de cette modélisation, ou rappeler les paramètres et le modèle utilisé,
- le protocole de suivi environnemental ne donne pas d'informations précises sur les limites de quantification de la méthodologie utilisée. Le rapport de Suivi environnemental établi par SOCOTEC en 2021 précise cette limite qui est de 0,2 microgrammes par échantillon. Il est précisé qu'un prélèvement de l'échantillon après 14 jours est suffisant pour dépasser la limite quantitative. En effet le volume minimum à prélever est estimé à 10 mètres cubes, or les prélèvements représentent 40 mètres cubes,
- le rapport de SOCOTEC fait une présentation des incertitudes en page 25, sans en présenter l'ordre de grandeur,
- dans le rapport de SOCOTEC de suivi environnemental, les résultats de la campagne sont comparés à une valeur repère R1 de 58,82 ng/m³ et une valeur cible de 20 ng/m³. Les résultats sont donc positionnés au regard de la valeur fixée à l'article R. 221-1 du Code de l'environnement (à savoir 20 ng/m³ en nickel).

Observations :

- Il est nécessaire de préciser l'origine de la modélisation de la concentration moyenne en nickel placée dans le protocole environnemental
- Des éléments du rapport de SOCOTEC doivent être intégrés dans le protocole de suivi

environnemental. Notamment les éléments relatifs à la limite de quantification et les incertitudes.
<ul style="list-style-type: none"> - Les résultats d'analyses obtenus suite à la campagne de mesure de 2021 montrent des concentrations nettement inférieures en nickel à la campagne de 2018. Dans le même temps, deux des cinq points de mesure présentent une quantification en nickel trop faible pour être mesurée. Le rapport ne présente pas d'analyse destinée à expliquer la différence mesurée entre les 2 campagnes. Il ne discute pas la proximité des résultats vis-à-vis de la limite quantitative. - Le rapport de SOCOTEC devrait placer en annexe la dernière version du protocole de suivi environnemental de VALLOUREC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Modification du périmètre d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 1.2.2
Thème(s) : Autre, Situation de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 1.2.2 Situation de l'établissement</p> <p>Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aulnoye-Aymerie : parcelle AS 30 - Leval : parcelles AC 1 et AC2 <p>Les installations citées à l'article ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans un rapport daté du 28 avril 2022, l'inspection propose à Monsieur le préfet de donner acte de la cessation d'activité de NOV Grant Prideco pour son site situé 62 rue Leval à Aulnoye-Aymeries, pour un usage industriel.</p> <p>La remise en état du site ayant été constatée, conformément aux dispositions du code de l'environnement, le rapport du 28 avril 2022 vaut récolement de la cessation d'activité du site NOV Grant Prideco , qui ne relève donc plus du champ des ICPE.</p> <p>Une copie du présent rapport a été transmise au propriétaire des terrains qui est la société VALLOUREC.</p> <p>La société VOGFR a transmis à Monsieur le préfet un dossier de porter à connaissance daté du 30 juillet 2021 intitulé "stockage des tubes acier dans les Hall 6bis, 6 et 5" rédigé par Vallourec. Ce dossier comporte une demande de modification du périmètre autorisé de VOGFR en installant des stocks de tubes et un poste de sciage sur l'ancienne emprise de la société NOV.</p> <p>L'instruction de ce dossier par l'inspection fait l'objet d'une demande de complètement à part entière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 3.2.3																		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet de COV P2-3 - Peinture Tubing																		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																		
Prescription contrôlée : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés Installations de peinture Pour les rejets P1-5 et P2-3 : <table border="1"><thead><tr><th></th><th>Concentration (mg/Nm3)</th><th>Flux (g/h)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Poussières</td><td>15</td><td>P1-5 : 1330 P2-3 : 640</td></tr><tr><td>COV NM</td><td>110</td><td>P1-5 : 9735 P2-3 : 4691</td></tr></tbody></table> Pour le rejet P 2-4 : <table border="1"><thead><tr><th></th><th>Concentration (mg/Nm3)</th><th>Flux (g/h)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Poussières</td><td>1</td><td>2,8</td></tr><tr><td>COV NM</td><td>30</td><td>85</td></tr></tbody></table>		Concentration (mg/Nm3)	Flux (g/h)	Poussières	15	P1-5 : 1330 P2-3 : 640	COV NM	110	P1-5 : 9735 P2-3 : 4691		Concentration (mg/Nm3)	Flux (g/h)	Poussières	1	2,8	COV NM	30	85
	Concentration (mg/Nm3)	Flux (g/h)																
Poussières	15	P1-5 : 1330 P2-3 : 640																
COV NM	110	P1-5 : 9735 P2-3 : 4691																
	Concentration (mg/Nm3)	Flux (g/h)																
Poussières	1	2,8																
COV NM	30	85																

Constats :

A la demande de la DREAL Hauts-de-France, un contrôle inopiné a été mené au sein de la société VOGFR le 28 septembre 2022 sur les rejets dans l'air des installations de peinture.

Ce contrôle a fait l'objet d'un rapport établi par le bureau d'études ENTIME, daté du 21 octobre 2022. Il révèle une non-conformité au niveau du point de rejet P2-3 : Peinture Tubing en ce qui concerne la concentration des gaz en COV totaux.

La VLE étant de 110 mg/m³, la concentration mesurée en COV Totaux est de 133 mg/m³.

Le flux journalier pour ce paramètre étant par ailleurs conforme.

L'exploitant reporte cette non conformité au point de rejet P. 2-3, mais aussi au point de rejet P. 2-4 dans son rapport mensuel d'autosurveillance du 14 novembre 2022.

Les rejets mesurés en COV sont alors de 135 mg/Nm³ au point P 2-3 (VLE à 110 mg/m³) et 93 mg/NM³ au point P2-4 (VLE à 30 mg/Nm³).

La peinture utilisée au niveau de ces installations est une peinture solvantée notamment au xylène. La peinture est déposée sur des tubes lavés à chaud. La chaleur des tubes favorise les émissions diffuses dans l'atelier.

L'exploitant précise que le dispositif d'aspiration est situé sous les installations de peinture. Les vapeurs de xylène étant plus massives que l'air, elles ont tendance à tomber dans des conditions homogènes de température.

Au cours de l'inspection, l'exploitant explique qu'il a identifié le problème de non-conformité révélé par le contrôle inopiné et qu'il mène des essais pour diminuer les pertes de peintures lors du dépôt sur les tubes en améliorant son taux de transfert. Il précise à l'inspection que ces modifications devraient permettre de diminuer les rejets de COV dans l'air.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2020 en respectant la valeur limite d'émission des COV totaux au niveau du poste P2-3 : Peinture Tubing dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois